



FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILES

COMMUNIQUE

PARIS LE 13 DECEMBRE 2007

Réforme de l'état : Une vision comptable et idéologique !

Sous prétexte de réformer l'Etat, Nicolas Sarkozy a lancé un « grand chantier de modernisation des politiques publiques ».

Présentées comme des simplifications administratives censées simplifier la vie de l'utilisateur et générer des économies, les premières orientations présentées hier sont en fait le lancement d'une entreprise de démolition de la Fonction publique et des services publics.

Les propositions du gouvernement se situent dans la droite ligne du discours de Nantes de Nicolas Sarkozy. Elles préfigurent les conclusions qui risquent d'être actées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques publiques au printemps 2008.

La logique de ces propositions et de la RGPP est de casser les services publics et la Fonction publique. Elle s'inscrit dans une vision purement idéologique et comptable.

Le gouvernement, soucieux, en apparence du dialogue social n'a pourtant entamé aucune discussion préalable avec les organisations syndicales ou les associations d'utilisateurs. Les propositions sont issues de scénarios élaborés par des inspecteurs généraux des finances et des inspecteurs généraux des Affaires sociales dans la quasi-opacité de différents ministères. Les décisions sont prises par le comité de suivi présidé par Nicolas Sarkozy et Claude Guéant, les ministres étant chargés, par la suite, de la mise en oeuvre.

La logique comptable qui prévaut se soucie peu de la qualité du service public et des besoins réels en la matière. Elle part simplement du postulat qu'il ne faut pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Elle menace les services publics de proximité, comme cela est déjà « expérimenté » avec les suppressions de tribunaux dans le cadre de la réforme de la carte judiciaire ou les disparitions programmées de trésoreries dans le cadre de la fusion de la Direction Générale des Impôts et de Comptabilité Publique. Elle fait planer la menace de l'externalisation et de la privatisation d'un certain nombre de missions. Pour les utilisateurs, ce sera plus d'attente dans des services publics plus lointains. Le transfert de missions aux collectivités locales pèsera aussi sur la fiscalité locale.

Concernant les personnels, ce sera de nouvelles dégradations des conditions de travail et des règles de gestion.

Quant à la démocratie, la transformation des préfets de région en zélés gestionnaires des services publics va à l'encontre d'un fonctionnement démocratique des services publics.

L'Union syndicale Solidaires continuera à informer les personnels et les utilisateurs de ce dynamitage de la Fonction publique et des services publics. Elle s'efforcera de construire à tous les niveaux les mobilisations nécessaires pour répondre à ces attaques anti-démocratiques et idéologiques.

Union syndicale Solidaires
93 bis rue de Montreuil 75011 Paris
01 58 39 30 11 / fax 01 43 67 62 14
coordfp@solidaires.org <http://www.solidaires.org>